

Le pays d'Arles a gagné près de 10 000 habitants en 5 ans

L'Insee (Institut national de la statistique et des études économiques) vient de dévoiler les chiffres du recensement

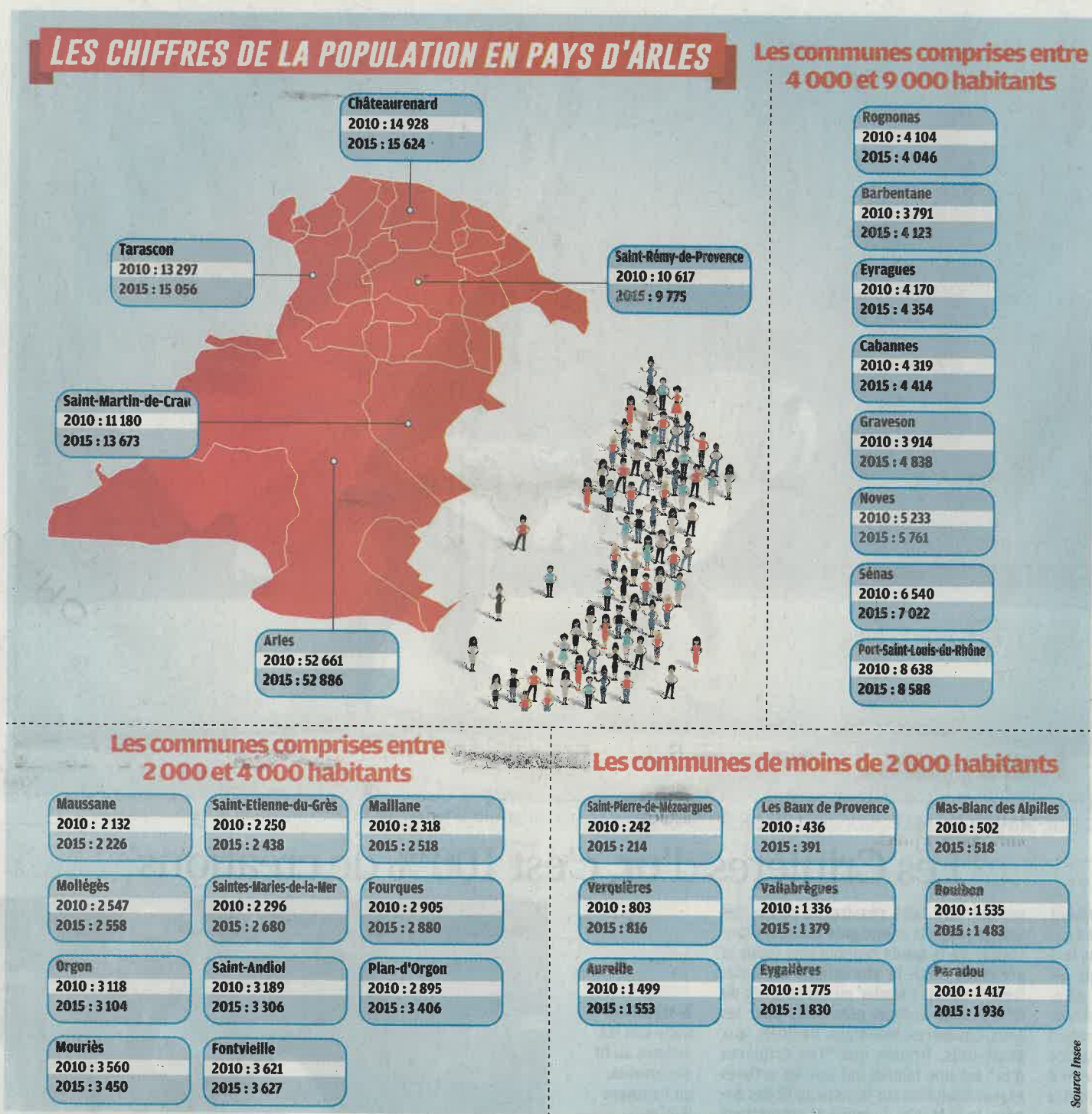
Comme chaque année, les chiffres du recensement de l'Insee sont tombés. Heureux pour certaines communes mais laissant un goût amer à d'autres qui voient leur démographie reculer. Comme à Saint-Rémy-de-Provence qui cette année encore se situe sous la barre symbolique des 10 000 habitants et dont les chiffres sont une nouvelle fois contestés par le maire (lire ci-dessous). Recul également, plus ou moins anecdotique, pour Port-Saint-Louis, Rognonas, Mouriès, Orgon, Fourques, Boulbon, les Baux-de-Provence et Saint-Pierre-de-Mézoargues. À Arles, comme dans la majorité des villes et villages, la population stagne.

Saint-Martin-de-Crau, une forte croissance urbaine

Puis il y a les villes qui grandissent, à l'image de Tarascon (lire ci-contre), grande gagnante de ce dernier recensement. Ou bien encore Saint-Martin-de-Crau qui connaît l'une des plus fortes croissances urbaines en France depuis 2006. "Son développement récent est dû à la combinaison de la croissance de l'emploi, de la présence d'un vaste foncier urbanisable facilement, du prix du foncier moins élevé que dans la métropole Aix-Marseille ou que, dans les Alpilles et d'un cadre de vie plus attractif qu'au bord de l'étang de Berre, dont la démographie se tasse", explique Laurent Chalard, géographe.

Enfin, 192 473 habitants vivent dans le pays d'Arles au sens large (les communes gardoises de Vallabrègues et Fourques y compris), et selon les chiffres de l'Insee, le territoire a gagné près de 10 000 habitants en cinq ans (2010-2015).

Julia RAZIL



▲ Les chiffres des populations "municipales" légales millésimées 2015, qui entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2018.

Tarascon continue sa lancée

473 habitants ! En un an, Tarascon a, selon l'Insee, gagné 473 habitants, confirmant sa bonne dynamique entamée depuis plusieurs années. En 5 ans, entre 2010 et 2015, la commune a gagné 1 759 habitants, soit une hausse de plus de 13 % de sa population. Des chiffres qui selon le maire, Lucien Limousin, peuvent s'expliquer notamment par "la réalisation en 10 ans de près de 500 logements sociaux, des loyers attractifs, un renforcement de l'attractivité de la ville en termes de propreté et de sécurité ce qui conforte la qualité de vie, des investissements soutenus et encore d'autres pour la fin du mandat, un essoufflement de l'attractivité des communes alentour comme Saint-Rémy ou Arles et donc la venue chez nous d'investisseurs." Et le maire de souligner "une reprise de l'activité économique, notamment au regard de la baisse du nombre de demandeurs d'emploi". Qui dit augmentation de la population, dit plus d'obligations pour la ville, notamment en termes de services. La réalisation future d'une école a d'ailleurs été signée dans le cadre du Contrat départemental. Avec ce nouveau recensement, Tarascon conforte sa place de troisième ville du pays d'Arles, derrière Arles et Châteaurenard. La cité de Tartarin se rapprochant progressivement de la cité des deux tours. S'il y a cinq ans, les deux villes comptaient 1 631 habitants d'écart, elles ne sont aujourd'hui plus qu'à 568 habitants d'écart. J.Rz.

À SAINT-RÉMY-DE-PROVENCE

"Les données de l'Insee ne sont pas crédibles"

Cette année encore, les chiffres de l'Insee placent la commune de Saint-Rémy-de-Provence sous la barre symbolique des 10 000 habitants. Déjà, en janvier 2016, Hervé Chérubini contestait les chiffres du recensement en mettant en avant des indicateurs "en totale contradiction" avec le résultat du recensement partiel affiché par l'Insee (lequel impliquait notamment une baisse de 80 000€ de la dotation globale de fonctionnement versée par l'État). Las et sûr de lui, le maire a donc décidé de missionner un expert pour vérifier tout cela, en la personne de Laurent Chalard, géographe basé en région parisienne. Et pour ce spécialiste, qui est déjà intervenu dans une douzaine de communes pour des situations similaires, la conclusion de son étude est sans appel : "les données de l'Insee ne sont pas crédibles." Explications : "Il faut savoir que le dernier recensement exhaustif à St-Rémy date de 2007. Cette année-là, le compteur affichait 10 251 habitants." En 2008, 2009 et 2010, le nombre d'habitants a été estimé par extrapolation en fonction du nombre de logements construits, de l'évolution de la taille des ménages et du

pourcentage de résidences secondaires. Donc selon ces chiffres, entre 2008 et 2011, la population saint-rémoise a continué à augmenter jusqu'à 10 800 habitants. Or, à partir de 2012, St-Rémy (cette année-là commune de plus de 10 000 habitants) voit s'appliquer une autre méthode de calcul, par sondage. "Selon les données, la commune perd alors 1 000 habitants entre 2011 et 2013 ! Soit 500 habitants de

"Comment une ville si attractive peut-elle perdre 10 % de sa population?" L.CHALARD, GÉOGRAPHE

moins par rapport au dernier recensement exhaustif de 2007. La mairie s'est alors posé des questions. Comment une ville qui n'est pas réputée pour être répulsive peut-elle perdre 10 % de sa population en si peu de temps ?" Laurent Chalard a procédé en deux phases. "J'ai d'abord cherché à comprendre, à partir de l'ensemble des données officielles



Hervé Chérubini, maire de Saint-Rémy, conteste "les résultats de cette enquête partielle, qui ne semblent pas réalistes, considérant l'ensemble des données collectées par ailleurs". Et d'autant plus que sous la barre des 10 000 habitants, la commune perd 80 000€ de dotation de fonctionnement versée par l'État.

/PHOTO JÉRÔME REY

de l'Insee, quel était le facteur explicatif de cette chute. Un déficit migratoire ? Les chiffres ne sont pas du tout crédibles et encore moins sur un territoire qui est plutôt en excédent migratoire. Ou alors cette chute aurait pu s'expliquer quasi uniquement par le doublement du nombre de résidences secondaires, lequel, en deux ans, serait passé de 600 à

1 200 ! Ça paraît compliqué !"

Le géographe s'est alors attelé à croiser ces données avec d'autres dont la taxe d'habitation (TH), laquelle concerne toutes les résidences principales. Entre 2006 et 2014, selon la TH, le nombre de logements occupés aurait augmenté de 500. "Entre 2006 et 2011, l'évolution est la même selon le recense-

ment de l'Insee et selon la TH. Là où tout se complique, c'est au moment où la méthode de calcul change. Entre 2011 et 2014, les courbes se croisent. Selon la TH, St-Rémy compte alors 100 logements occupés de plus alors que dans le même temps l'Insee en compte 450 de moins." Et Laurent Chalard de critiquer une méthode pensée pour calcu-

ler la population au niveau national pas à une échelle locale, "la marge d'erreur est trop grande." Après avoir décortiqué la commune pendant plusieurs mois, le géographe a rendu son rapport à Hervé Chérubini en début de semaine dernière. "Rien ne laisse penser que la population ait diminué depuis 2007, date du dernier recensement exhaustif. C'est la première fois que je vois un écart aussi considérable", note-t-il. Dans la foulée, le maire s'apprêtait à envoyer un courrier au directeur général de l'Insee, dénonçant "un résultat difficilement compréhensible et en totale contradiction avec les éléments dont la commune dispose", parmi lesquels l'augmentation sensible des demandes d'abonnement au réseau d'eau potable, de celle du nombre d'électeurs ou bien encore de la construction de plusieurs centaines de logements depuis 2010. "L'Insee ne revient jamais en rétrospective mais peut corriger les années suivantes", prévient Laurent Chalard. De son côté, la mairie n'exclut pas de saisir le président de la Commission nationale de l'évaluation du recensement de la population (CNERP).

Julia RAZIL